



**Bourse Uemoa**

La BRVM ouvre sa séance du Jour  
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

**États-Unis**

Donald Trump annonce des augmentations de droits de douane

Donald Trump a confirmé, lundi, que ses premières mesures économiques après son investiture en janvier seraient d'augmenter les droits de douane sur ... • (Page 08)

**Alimentation**

La Codex Alimentarius FAO-OMS adopte de nouvelles normes

L'organisme des Nations Unies chargé des normes alimentaires, la Commission du Codex Alimentarius, se réunit ... • (Page 09)

**Togo / projet de budget de l'État**

# 2.394,2 milliards de FCFA prévus pour 2025

• (Page 05)



**Togo / Commerce international**

# Hausse des échanges au 3ème trimestre 2024

• (Page 03)



**Commerce de marchandises**

La CEDEAO déploie le certificat d'origine électronique

La Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a lancé, le 25 novembre 2024 ... • (Page 02)

**Grand Hôtel du 30 Août à Kpalimé**

Formation du personnel sur la préparation du café togolais

Un nouvel élan pour le secteur hôtelier de Kpalimé. Les 19 et 20 novembre 2024, le personnel du Grand Hôtel du 30 Août, à Kpalimé, a ... • (Pages 04)

**ZLECAF**

La CEA doit continuer de soutenir les pays face aux défis

Les Bureaux sous régionaux pour l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ... • (Page 06)

**Promotion littéraire**

« Au-delà de l'espoir » d'Afiwoa Koudri à l'honneur

Dans le cadre de l'initiative Le livre du mois, le ministère de la Communication, des Médias et de la Culture, à travers la direction des bibliothèques et de la ... • (Page 11)

**FIBREZ SANS FRAIS**

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ **0 FCFA**

**CANALBOX**  
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Ce tarif de l'appel +20 FCFA. \*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

Commerce de marchandises

La CEDEAO déploie le certificat d'origine électronique

La Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a lancé, le 25 novembre 2024 à Lagos, un certificat d'origine électronique pour faciliter le commerce de marchandises entre ses membres et accroître le commerce inter-régional.

• Midas Tigossou

Le certificat d'origine électronique, un processus qui a débuté en 2019, sera utilisé dans les quatre pays pilotes – le Nigeria, le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire et sera étendu à d'autres pays membres. Grâce à cette innovation, les exportateurs qui transportent des marchandises fabriquées dans les pays de la CEDEAO peuvent envoyer une copie numérique du document via la douane d'origine à la douane du pays de destination. S'exprimant lors du lancement officiel du certificat électronique hier à Lagos, le Commissaire aux Affaires économiques et à l'Agriculture de la CEDEAO, Massandje Toure-Litse, a déclaré que l'utilisation d'un certificat d'origine électronique éliminera les retards et la fraude et facilitera les échanges grâce à l'échange de documents et à une connectivité plus rapide entre les administrations. Pour le directeur de l'Union douanière et de la fiscalité de la CEDEAO, Salifou Tiemtore, la CEDEAO est la première région d'Afrique à automatiser son certificat d'origine, ajoutant que cette mesure servirait d'exemple aux autres régions du continent. Elle a déclaré que la prolifération des accords de libre-échange comme moyen de créer des marchés, d'améliorer la circulation transfrontalière des marchandises et de stimuler la capacité productive des pays, avec les avantages éco-



nomiques qui en découlent, pose également des défis importants aux pays en développement et aux pays moins avancés. « Ces pays ont une faible capacité industrielle et dépendent des taxes aux frontières pour leur développement économique. Cela a conduit à l'érosion des recettes douanières en raison du non-respect des exigences et des procédures d'origine. « Cela a encore davantage détruit le paysage industriel déjà faible de ces pays pauvres et aggrave la situation économique déjà précaire dans laquelle ils se trouvent », a-t-elle expliqué. Le responsable de la CEDEAO a déclaré que les parties à un accord de libre-échange doivent s'assurer que les marchandises éligibles aux préférences tarifaires ou au traitement différencié répondent aux exigences d'origine pour permettre aux parties de récolter tous les bénéfices de la libéralisation des échanges dans le cadre de l'accord. S'exprimant également, le chef du programme de la GIZ, CEDEAO-ZLECAF, Bernard Tayoh, a déclaré que le lancement du certificat d'origine électronique conduirait à l'intégration économique régionale et aux avantages pour les États membres, les

entreprises et les citoyens. Selon lui, la GIZ a collaboré étroitement avec la Commission en soutenant le renforcement du système de libéralisation des échanges de la CEDEAO (ETL) en passant du formulaire manuel du certificat d'origine ETL au certificat électronique. La GIZ a participé au projet depuis la conceptualisation, le développement, les tests et maintenant le lancement. « Cela permettra de garantir la mise en œuvre effective des ETL par les États membres grâce à un mécanisme de surveillance ad hoc, appelé le Groupe de travail ETL. Cela facilitera la détermination de l'origine des marchandises par les agences frontalières, rendra l'ETL plus efficace et le rendra plus respectueux de l'environnement pour la communauté », a-t-il expliqué. Il a déclaré que le certificat électronique renforcerait le commerce intra-communautaire et stimulerait la compétitivité économique des États membres de la CEDEAO. Il a promis que la GIZ poursuivrait son partenariat avec la Commission de la CEDEAO et ses États membres en vue de l'intégration économique régionale à travers la mise en œuvre de la ZLECA.

AUX DECIDEURS ...

UEMOA - ZLECAF, un nouvel élan économique

L'intégration économique africaine, longtemps perçue comme un rêve ambitieux, semble aujourd'hui entrer dans une phase décisive avec l'impulsion de mécanismes régionaux et continentaux tels que l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). La récente journée d'information organisée à Lomé nous rappelle que cette ambition, loin d'être une utopie, repose sur des fondations solides et un potentiel immense.

Avec un marché unique en gestation, regroupant plus de 1,3 milliard de consommateurs, la ZLECAF promet une transformation radicale du paysage économique africain. Pour les pays de l'UEMOA, cette initiative n'est pas simplement une opportunité commerciale, mais un impératif stratégique. Les faibles échanges intra-africains, plafonnés à 13,1% en 2022, illustrent les barrières qui continuent de freiner le commerce régional. Ces obstacles, qu'ils soient d'ordre logistique, tarifaire ou institutionnel, ne pourront être levés que par une volonté politique forte et des réformes structurelles audacieuses.

Le Togo, grâce à son engagement et à la mobilisation de ses acteurs économiques, semble prêt à relever le défi. Mais au-delà des discours et des intentions, il est crucial de mettre en œuvre des actions concrètes : modernisation des infrastructures, renforcement des capacités de production et amélioration des cadres réglementaires. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux exigences de la ZLECAF, mais de transformer ces défis en opportunités pour bâtir une économie compétitive, résiliente et inclusive.

Ce processus d'intégration n'est pas sans risque. La compétition accrue entre les économies africaines, le déséquilibre des capacités industrielles et les disparités dans la mise en œuvre des politiques commerciales pourraient créer des tensions. Mais l'Afrique n'a jamais eu autant d'outils et de leviers pour surmonter ces obstacles. L'heure n'est plus aux hésitations, mais à l'action collective.

La ZLECAF et l'UEMOA incarnent une vision audacieuse de l'avenir économique du continent. Il appartient désormais aux États, aux institutions et aux acteurs économiques de concrétiser cette vision. Si les défis sont nombreux, l'opportunité de réinventer l'Afrique économique est à portée de main. Et pour le Togo, pays au carrefour des ambitions régionales, il est temps de jouer un rôle moteur dans cette renaissance.

M.T

Image du jour

**Mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles n'est pas un choix, mais un devoir humain fondamental.**

**Ensemble, construisons une société de respect et d'égalité.**

Binta SANNEH  
PNUD Togo

#16JACVBG

5 QUALITÉ DES SEXES

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Commerce international

# Hausse des échanges au 3ème trimestre 2024

Le bulletin trimestriel des statistiques du commerce international des marchandises, publié par l'institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) du Togo, révèle une progression des échanges du Togo au troisième trimestre 2024. Bien que le déficit commercial se soit creusé, les exportations et les importations affichent des augmentations par rapport à l'année précédente.

• Joël Yanlo

**A**u cours du troisième trimestre 2024, les exportations togolaises ont atteint une valeur de 213 278,2 millions de FCFA (994 097,5 tonnes), en hausse de 10,2 % en valeur et de 21,7 % en quantité en glissement annuel. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 509 928,7 millions de FCFA (1 338 231 tonnes), avec une augmentation de 10,8 % en valeur et de 15,0 % en quantité. Toutefois, ce dynamisme des échanges s'est traduit par un déficit commercial de 296 650,4 millions de FCFA, aggravé de 11,3 % par rapport au troisième trimestre 2023. En glissement trimestriel, les exportations ont légèrement augmenté de 0,5 % en valeur et de 6,6 % en



quantité, tandis que les importations ont reculé de 3,1 % en valeur et de 2,3 % en quantité.

### Inde premier client, Chine premier fournisseur

Les données du bulletin trimestriel des statistiques du commerce international des marchandises dévoilent des tendances contrastées selon les pro-

duits échangés. Les phosphates naturels restent le premier produit exporté, représentant 18,6 % des exportations avec une valeur de 39 699,3 millions de FCFA. Les produits pétroliers et les articles en plastique complètent le podium des exportations. En revanche, les importations sont dominées par les produits pétroliers raffinés, suivis des véhicules à moteur et des médi-

caments. Sur le plan des partenaires commerciaux, l'Inde conserve sa place de premier client, représentant 20,1 % des exportations togolaises. La Chine, quant à elle, se démarque comme le principal fournisseur du Togo, avec 21,0 % des importations, suivie de la Russie et de la France. Le Togo continue d'intégrer activement les chaînes d'échanges régionales. Les exportations vers les

pays de la CEDEAO ont atteint 110 385,1 millions de FCFA, avec un excédent commercial de 26 382,5 millions de FCFA. Les échanges au sein de l'UEMOA se distinguent également, avec un excédent de 49 681,5 millions de FCFA. L'augmentation des échanges régionaux souligne l'importance de l'intégration économique dans les zones CEDEAO et UEMOA. Ces marchés

représentent 51,8 % des exportations et 16,5 % des importations totales du Togo au troisième trimestre 2024. Ces performances traduisent l'effet combiné des efforts gouvernementaux en matière de commerce extérieur et de l'amélioration des infrastructures commerciales. Le bulletin de l'INSEED, publié 45 jours après chaque trimestre, fournit une analyse détaillée des échanges extérieurs du Togo. Ces données contribuent à la prise de décision économique et au suivi des performances du pays dans un contexte de mondialisation accrue. Le troisième trimestre 2024 illustre une dynamique commerciale prometteuse, malgré des défis liés au déficit commercial et à la dépendance envers certains produits et partenaires.

Tableau 1: Exportation et importation en valeur et quantité sur les cinq derniers trimestres

Indicateurs	Trimestre				
	2024T3	2024T2	2024T1	2023T4	2023T3
Valeur Statistique (millions de CFA XOF)					
Exportation fob	213 278,2	212 131,8	209 789,9	260 837,0	193 605,3
Importation Caf	509 928,7	453 172,9	467 717,3	465 463,5	460 045,0
Solde commerciale	-296 650,4	-241 041,2	-257 927,4	-204 626,5	-266 439,7
Quantité (tonne)					
Exportation	994 097,5	932 256,2	820 966,0	966 717,0	817 068,8
Importation	1 338 231,0	1 255 582,7	1 285 120,3	1 186 400,2	1 163 254,5

Tableau 2: Évolution en glissements annuel et trimestriel des exportations, importations et du solde commercial

Indicateur	Glissement (%)				
	Annuel	Trimestriel			
		24T3/23T3	24T3/24T2	24T2/24T1	24T1/23T4
Valeur Statistique (millions de CFA XOF)					
Exportation fob	10,2	0,5	1,1	-19,6	34,7
Importation Caf	10,8	12,5	-3,1	0,5	1,2
Solde commerciale	11,3	23,1	-6,5	26,0	-23,2
Quantité (tonne)					
Exportation	21,7	6,6	13,6	-15,1	18,3
Importation	15,0	6,6	-2,3	8,3	2,0

Tableau 5: Les dix premiers clients du Togo au troisième trimestre 2024

Rang	Pays	Valeur et quantité		Part (%)
		Valeur f.o.b (million de FCFA)	Poids net (tonne)	
1	Inde	42 926,0	355 383,5	20,1
2	Burkina Faso	29 246,7	262 222,3	13,7
3	Côte d'Ivoire	20 385,2	19 257,5	9,6
4	Mali	15 756,5	23 232,3	7,4
5	France	14 656,3	27 500,7	6,9
6	Ghana	13 304,3	72 484,7	6,2
7	Bénin	13 253,2	16 037,5	6,2
8	Niger	10 943,1	47 346,9	5,1
9	États-Unis	6 657,0	13 609,1	3,1
10	Sénégal	6 566,0	8 057,9	3,1
Sous total (10 premiers clients)		173 694,4	845 132,4	81,4
Autres pays		39 583,9	148 965,1	18,6
Total des exportations		213 278,2	994 097,5	100

Tableau 6: Les dix premiers fournisseurs du Togo au troisième trimestre 2024

Rang	Pays	Valeur et quantité		Part (%)
		Valeur f.o.b (million de FCFA)	Poids net (tonne)	
1	Chine	107 079,5	185 689,3	21,0
2	Russie	45 627,3	103 847,8	8,9
3	France	34 551,1	14 442,3	6,8
4	Nigeria	28 600,8	100 686,4	5,6
5	Sénégal	27 520,4	76 818,7	5,4
6	Inde	23 076,1	97 051,0	4,5
7	Turquie	22 825,2	47 369,7	4,5
8	Japon	20 626,4	6 700,8	4,0
9	Malaisie	15 176,2	66 262,8	3,0
10	Belgique	11 974,2	7 909,6	2,3
Sous total (10 premiers clients)		337 057,1	706 778,4	66,1
Autres pays		172 871,6	631 452,6	33,9
Total des importations		509 928,7	1 338 231,0	100

## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

### Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	593,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+6,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dans compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,3 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

## Grand Hôtel du 30 Août à Kpalimé

## Formation du personnel sur la préparation du café togolais

Un nouvel élan pour le secteur hôtelier de Kpalimé. Les 19 et 20 novembre 2024, le personnel du Grand Hôtel du 30 Août, à Kpalimé, a participé à une formation intensive sur la préparation du café togolais. L'initiative, menée par le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), vise à valoriser le café togolais comme un atout gastronomique et touristique, avec l'appui de baristas de renommée internationale.

● Joël Yanclo

La formation organisée à Kpalimé a réuni 15 participants, dont le personnel du Grand Hôtel du 30 Août, pour une session de perfectionnement axée sur l'art de préparer le café. Dirigée par les baristas Wattara Fankjah et Gnowole Mawulolo, respectivement troisième et quatrième lauréat du concours africain des baristas en 2021, la formation a permis aux participants de se familiariser avec les différentes variétés de café et les techniques de préparation avancées. Accompagnés de M. Mgbayom Kodjovi, Secrétaire Exécutif du Conseil Interprofessionnel des Filières Café et Cacao du Togo (CICC-Togo), les formateurs ont abordé des thématiques variées, telles que l'identification des types de café à travers le monde et en Afrique, l'impact des techniques culturelles sur les saveurs, ainsi que l'utilisation de machines professionnelles pour préparer des expressos et autres cafés d'exception. Le directeur du Grand Hôtel du 30 Août, M. Kossi Anathy Abbey, a exprimé son enthousiasme après la formation : « Nous sommes tous heureux de



cet appui technique que le CCFCC nous a apporté. Nous vous promettons de mettre en pratique tout ce que nous avons appris afin de faire du Grand Hôtel du 30 Août à Kpalimé une référence où tout visiteur pourra déguster les différentes gammes de café togolais. » Cette formation contribue à la valorisation du café togolais, tant sur le plan gastronomique que touristique. En se concentrant sur des aspects techniques de la préparation du café, elle met en lumière la richesse du café local et ses potentialités pour l'exportation. La participation de baristas reconnus au niveau africain témoigne de la volonté de porter cette filière vers l'excellence. L'implication des acteurs locaux, notamment le CCFCC, montre l'engagement pour la qualité et la professionnalisation du secteur. Le Grand Hôtel du 30 Août, déjà un établissement de référence à Kpalimé, semble

bien déterminé à devenir un haut lieu de dégustation du café togolais, renforçant ainsi son attractivité touristique et gastronomique. Cela pourrait également inciter d'autres hôtels et restaurants à suivre cet exemple, contribuant à un rayonnement plus large du café togolais au niveau national et international. Le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), à travers cette formation, s'inscrit dans une démarche continue de valorisation des produits agricoles locaux, notamment le café. Le Togo dispose de ressources agricoles de qualité, mais le café, en particulier, reste sous-exploité en dehors de ses frontières. Avec des actions telles que celles-ci, le CCFCC espère non seulement améliorer la consommation locale, mais aussi positionner le café togolais sur les marchés internationaux. Cette formation est un exemple concret des efforts déployés pour renforcer la compétitivité du secteur hôtelier togolais, un secteur stratégique dans le cadre de la politique de promotion du tourisme et de la culture locale. Le développement du café comme produit gastronomique d'exception pourrait être un levier important pour attirer davantage de visiteurs et générer de nouvelles opportunités économiques pour les acteurs locaux.



## Développement et coopération

## Le Togo renforce ses relations avec Ecobank et la Côte d'Ivoire

Le Président Faure Essozimna Gnassingbé a tenu, ce 25 novembre 2024, des entretiens majeurs avec le Directeur général du Groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI) et le Vice-président de la Côte d'Ivoire, Tiémoko Meyliet Koné. Ces échanges ont porté sur le financement du développement, la coopération bilatérale et les défis régionaux.

● Joël Yanclo

Durant sa rencontre avec Jeremy Awori, Directeur général du Groupe Ecobank, le chef de l'État togolais a pris connaissance des stratégies de l'institution pour soutenir l'économie nationale. La discussion a mis en avant des initiatives visant à financer les Petites et Moyennes Entreprises (PME), les projets agricoles, les infrastructures, et les énergies renouvelables. Dans une déclaration à l'issue de l'audience, Jeremy Awori a souligné l'engagement d'Ecobank à accompagner les priorités stratégiques du gouvernement togolais : « Nous avons discuté des opportunités autour du financement des PME, de l'agriculture, des projets d'infrastructure et d'énergie verte qui peuvent aider à stimuler la croissance économique future. » Ces échanges ont permis à Ecobank de recueillir des orientations spécifiques pour optimiser l'impact de ses investissements et initiatives au Togo. Le même jour, le Président Gnassingbé a reçu le Vice-président de la Côte d'Ivoire, Tiémoko Meyliet Koné, pour un entretien axé sur les relations bilatérales entre les deux pays. Les discussions ont couvert les questions de coopération dans les secteurs socio-économiques, ainsi que des enjeux régionaux



liés à la sécurité et à l'intégration sous-régionale. M. Koné a salué l'implication du Togo dans le renforcement de l'intégration économique et la promotion de la paix dans la région. Ces rencontres expriment la volonté du Togo de maintenir des partenariats solides avec les acteurs économiques et politiques clés de la région. Le soutien d'une institution panafricaine comme Ecobank est crucial pour renforcer le tissu économique national, en particulier dans des secteurs stratégiques comme les PME et l'agriculture, qui sont des moteurs de croissance inclusive. En parallèle, les échanges avec la Côte d'Ivoire soulignent l'importance d'une diplomatie économique active, centrée sur la coopération bilatérale et l'intégration régionale. En tant que membres de l'UEMOA et de la CEDEAO, le Togo et la Côte d'Ivoire partagent des enjeux com-

muns, notamment la sécurité, le commerce et la stabilité régionale, qui nécessitent une action concertée. Siège social du Groupe Ecobank, Lomé symbolise l'importance du Togo comme plateforme financière en Afrique de l'Ouest. Depuis sa création en 1985, Ecobank s'est positionné comme un acteur clé de l'intégration économique sur le continent, présent dans 35 pays. Cet ancrage renforce le rôle du Togo dans la coordination des initiatives panafricaines pour le développement. La relation bilatérale entre le Togo et la Côte d'Ivoire s'inscrit dans une dynamique historique de coopération mutuellement bénéfique. Ces deux pays collaborent étroitement sur les questions d'intégration régionale et d'essor économique, partageant une vision commune de la stabilité et du développement pour la sous-région ouest-africaine.

## Togo

## Des pharmaciens visitent la Soprodem à Tsévié

Un groupe de pharmaciens du Togo a visité, hier jeudi 21 novembre 2024, la Société de Production d'Équipements Médicaux (SOPROEM) à Tsévié.

L'initiative, qui a réuni des représentants de l'Ordre des pharmaciens du Togo et de la Fédération des pharmaciens privés, visait à découvrir cette jeune entreprise locale et ses produits "made in Togo" dans le secteur hospitalier. L'usine, en activité depuis avril 2023 après une implantation lancée en 2019, produit des trouses universelles pour les blocs opératoires, des masques et charlottes chirurgicaux, ainsi que des surchaussures, entre autres. Dr Emmanuel Avisse, pharmacien responsable dans la structure, a précisé que l'usine est également flexible, répondant aux demandes spécifiques des praticiens, y compris la production de kits gynécologiques et d'autres produits sur mesure. Dr Nyasenu Yawo



Tufa, Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens du Togo, a souligné l'importance de cette initiative pour la profession, estimant que la présence d'une telle usine renforce la chaîne d'approvisionnement en produits médicaux de qualité. « Cela renforce pour nous la chaîne de production et nous donne de l'indépendance en termes de produits de santé », a-t-il indiqué. « Nos équipements ne sont pas

destinés seulement au Togo, la demande est pour toute l'Afrique de l'Ouest et pour toute l'Afrique incessamment », précise du reste Yolande Soukou, Directrice générale de SOPROEM. Il est à noter que la même infrastructure avait été visitée quelques jours plus tôt par une délégation du gouvernement togolais, conduite par le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé.

Avec Togo First

Togo / projet de budget de l'État

# 2.394,2 milliards de FCFA prévus pour 2025

Au Togo, le projet de budget de l'État pour l'exercice 2025 s'élève à 2.394,2 milliards de francs CFA, enregistrant une augmentation de 9,9 % par rapport à 2024. Adopté lors du Conseil des ministres du 26 novembre 2024, présidé par le chef de l'État Faure Essozimna Gnassingbé, ce budget reflète les priorités nationales dans un contexte économique mondial difficile, marqué par des crises géopolitiques et des défis sécuritaires régionaux.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

## Compte rendu du Conseil des ministres

Lomé, mardi 26 novembre 2024



légier l'efficacité de la dépense publique ainsi que l'amélioration de la qualité des services aux citoyens.

### II. Au titre des communications,

11. Le Conseil des ministres a écouté une communication relative à la gestion des équipements, matériels et mobiliers médicaux, présentée par le ministre de la santé et de l'hygiène publique.

12. Dans le cadre des projets mis en œuvre dans le domaine de la santé pour l'amélioration de l'offre de soins aux usagers, des matériels et mobiliers médicaux ont été récemment acquis et déployés dans 160 formations sanitaires de tous les districts du pays, avec un taux de satisfaction de 100 % des besoins exprimés.

13. Les équipements comprennent, entre autres, plus de 7.000 lits d'hospitalisation mécaniques et électriques, plusieurs centaines de lits d'accouchement et de tables d'accouchements mécaniques et électriques, des ambulances médicalisées, du matériel et des consommables de laboratoires des appareils bureautiques et du matériel roulant.

14. Ainsi, les hôpitaux ayant reçu du matériel neuf ont pu transférer leurs équipements existants et encore en bon état de fonctionnement aux formations sanitaires des autres niveaux.

15. Le Président de la République a instruit le gouvernement de mettre en œuvre un plan rigoureux de suivi, d'entretien et de maintenance des équipements acquis au profit des formations sanitaires, afin d'en assurer une utilisation durable au service des populations.

16. Le Conseil des ministres a également écouté une communication relative au lancement de la campagne d'identification biométrique, présentée par le ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale.

17. L'identification biométrique de tous les résidents sur le territoire national, dénommé projet e-ID Togo, qui vise à attribuer à chaque personne une identité lui permettant d'accéder à tous les services essentiels, entre dans sa phase opérationnelle, avec la campagne d'enregistrement général des personnes qui va bientôt commencer.

18. Un communiqué du gouvernement précisera les modalités pratiques du déroulement de cette opération.

19. Le gouvernement invite toutes les parties prenantes, notamment au niveau local, à sensibiliser les populations sur l'importance de l'identification biométrique et la nécessité de se mobiliser massivement pour la réussite de la campagne d'enregistrement.

Fait à Lomé, le 26 novembre 2024



1. Le Conseil des ministres s'est réuni ce mardi 26 novembre 2024, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.

2. Le Conseil des ministres a examiné et adopté un (01) projet de loi et écouté deux communications.

### I. Au titre du projet de loi,

3. Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi de finances, exercice 2025.

4. Élaboré dans un contexte mondial de ralentissement continu de l'économie, et de durcissement des conditions financières, avec leur impact sur les investissements et la dette, sur fond de crises entre la Russie et l'Ukraine et au Moyen-Orient, le projet de budget 2025 demeure tributaire du contexte sécuritaire régional et de la persistance des menaces liées au terrorisme et à l'extrémisme violent.

5. En dépit d'une conjoncture marquée par un fléchissement de la croissance et des projections mesurées de reprise dans l'espace CEDEAO et dans la zone UEMOA, l'activité économique sur le plan national est restée dynamique grâce à la bonne exécution des projets et réformes de la Feuille de route gouvernementale, avec une croissance de 6,6% en 2024, qui devrait atteindre 6,8% en 2025.

6. Le projet de budget de l'État, exercice 2025, s'équilibre en ressources et charges pour un montant de 2.394,2 milliards de francs CFA contre 2.179,1 milliards de francs CFA dans la loi de finances de l'année 2024, soit une hausse de 9,9%.

7. Ayant passé le cap des 2.000 milliards de francs CFA pour la première fois en 2024, le budget de notre pays poursuit sa dynamique de croissance, avec la priorité accordée au volet social qui représente 49,7% des dépenses budgétaires, contre 48% précédemment.

8. L'accent demeure mis sur la réponse au défi sécuritaire pour défendre le territoire national et protéger les populations, tout en renforçant l'inclusion sociale et économique, pour accroître la satisfaction des besoins des populations et le soutien aux couches vulnérables de notre société.

9. La poursuite des réformes pour l'assainissement des finances publiques devrait continuer de produire des effets bénéfiques, les efforts engagés par le gouvernement concourant d'année en année à la maîtrise du déficit budgétaire qui ressortirait à 3% du PIB en 2025 contre 6,7% en 2023, et une prévision de 5,9% en 2024.

10. Suivant les orientations du chef de l'État, le gouvernement continuera de privi-

www.presidence.gouv.tg

## ZLECAF

## La CEA doit continuer de soutenir les pays face aux défis

Les Bureaux sous régionaux pour l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont tenu le 20 novembre 2024, les 39<sup>ème</sup> et 27<sup>ème</sup> sessions des Comités intergouvernementaux de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest (CIHFE). Cette rencontre conjointe s'est tenue sous le thème : « Accélérer la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest par la transformation numérique et la diversification économique ».



● Wilson Lawson

Parallèlement au CIHFE, les deux bureaux sous régionaux de la CEA ont organisé une réunion d'experts (EGM) sous le même thème. Selon la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies au Maroc, Nathalie Fustier, la transformation numérique peut avoir un impact positif significatif sur la croissance économique et le développement durable en contribuant à l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAF et en favorisant le commerce entre pays membres : La transformation numérique peut permettre aux entreprises d'atteindre leurs clients et partenaires commerciaux à l'intérieur des pays et au-delà de leurs frontières, de manière plus rapide et plus rentable. Cela contribue à la révolution du commerce électronique actuellement en cours dans des pays tels que le Nigeria, l'Égypte, le Ghana ou le Maroc, a-t-elle déclaré. « L'intégration économique en Afrique du Nord nécessite des efforts coordonnés pour améliorer la mobilité, aligner les politiques macroéconomiques

et sectorielles, harmoniser les cadres réglementaires et mettre en œuvre des programmes communs. Ces interventions peuvent renforcer les interventions conjointes et le pouvoir de négociation de la sous-région, stimuler l'attrait des investissements et rehausser les performances économiques, favorisant ainsi une croissance durable et la création d'emplois ainsi que la résilience aux chocs extérieurs » a ajouté Adam Elhiraika, Directeur du Bureau de la CEA en Afrique du Nord. « La ZLECAF est un projet structurant et ambitieux. Il constitue un réel levier de développement pour notre Continent. La CEA, qui a d'ailleurs initié les discussions sur ce projet, doit continuer à jouer un rôle important en matière d'accompagnement de nos pays pour relever les défis de mise en œuvre de la ZLECAF, » a appelé Abdellah Ben Mellouk, Président sortant du CIHFE pour l'Afrique du Nord, qui a souligné l'importance d'une forte volonté politique pour la mise en œuvre de l'accord, guidée par une vision commune d'intégration, de croissance inclusive et de développement

durable, qui privilégierait les gains économiques partagés au détriment de gains économiques de courte durée. Quant au Président sortant du CIHFE pour l'Afrique de l'Ouest, Ali Bamba a affirmé que « Le contexte dans lequel le Bureau sous régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CEA a déployé son programme de travail a été complexe, marqué par de multiples défis : les répercussions encore perceptibles de la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine, les tensions géopolitiques mondiales, la crise climatique et la crise sécuritaire persistante en Afrique de l'Ouest et au Sahel, qui a entraîné une dégradation de plusieurs indicateurs socioéconomiques ». « Malgré ces circonstances, le Bureau sous régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CEA a pu obtenir des résultats notables dans trois domaines clés, en l'occurrence la mise en œuvre de la ZLECAF, la promotion de l'atteinte du dividende démographique et la production de connaissances », a expliqué Monsieur Ali Bamba.

## Nigeria

## Bank of Industry annonce avoir levé 5 milliards \$ sur les marchés financiers en 7 ans

La banque fondée en 1959 collabore avec le gouvernement nigérian et plusieurs organismes nationaux et internationaux dans le but de financer les entreprises et l'économie du Nigeria.

Bank of Industry (BoI), la plus ancienne et l'une des plus grandes institutions de financement de développement au Nigeria, a mobilisé depuis 2017, plus de 5 milliards de dollars sur les marchés de capitaux internationaux. Cette annonce a été faite le jeudi 21 novembre par son directeur général, Olasupo Olusi, à l'occasion de la célébration du 65<sup>e</sup> anniversaire de l'institution à Lagos. Ces fonds, levés par le biais d'euro-obli-



gations, de syndications de prêts et d'instruments de financement vert, visent à renforcer les crédits destinés à ses clients cibles. « Ces fonds nous permettent de soutenir les entreprises, de créer des emplois et de favoriser une industrialisation durable », a

déclaré le Dr Olusi cité par la presse locale. Ces financements qui ont été mobilisés à travers plusieurs levées de fonds, notamment 750 millions de dollars obtenus via une facilité bancaire en 2017, sont destinés à accroître les prêts aux PME. Parmi les récentes opérations de la BoI, figure une syndication de prêts internationaux de 2 milliards d'euros, conclue en novembre 2024.

Avec Agence Ecofin

## Paiements numériques

## Universels s'associe à FORUS Digital pour promouvoir l'innovation financière

En Afrique subsaharienne, environ 105 millions d'adultes ne sont pas bancarisés et ne disposent pas de documents d'identité appropriés. Plus de 350 millions d'adultes en Afrique vivent uniquement en espèces, sans accès à des comptes financiers, à des cartes de crédit ou à des facilités de prêt.

● Vivien Atakpabem

Les systèmes de monnaie numérique pourraient s'avérer essentiels pour améliorer l'inclusion financière et ouvrir de nouvelles possibilités aux grandes communautés sous-bancaires dans de nombreux pays africains. Le réseau de paiements numériques universels (UDPN), le réseau mondial de messagerie de paiement qui soutient les opérations de stabilité réglementées et les monnaies numériques de la Banque centrale (CBDC) et FORUS Digital, un acteur mondial du financement numérique coopératif basé sur la chaîne de blocs, lancent une coopération stratégique visant à développer l'inclusion financière et à promouvoir les efforts de tokenisation à travers l'Afrique. Ce partenariat est conçu pour autonomiser les communautés, les gouvernements et les entreprises africains et représente un pas important vers la réalisation de l'objectif commun d'inclusion financière et de progrès économique à travers l'Afrique, avec la blockchain et la finance décentralisée à l'avant-garde de cette transformation. L'UDPN et FORUS Digital collaboreront pour mettre en place les capacités de la plateforme UDPN dans toute l'Afrique, initialement en Afrique du Sud,



au Malawi, au Zimbabwe et en Éthiopie. Sonny Fisher, fondateur de FORUS Digital, a fait remarquer : « Notre partenariat avec UDPN accélère notre vision de l'autonomisation économique par le biais d'un financement décentralisé. Ensemble, nous dotons l'Afrique des outils nécessaires pour adopter la tokenisation à la chaîne de blocs et stimuler le développement durable. » « Alors que nous sommes au bord d'une révolution des paiements numériques, la collaboration d'UDPN avec FORUS Digital jouera un rôle crucial dans la définition d'un avenir où les services financiers seront accessibles, efficaces et sûrs pour tous les Africains. Ce partenariat témoigne de notre conviction que la technologie peut être un outil puissant pour le développement. En travaillant ensemble, nous ouvrons la voie à des solutions financières innovantes qui renforceront la résilience économique des communautés africaines », a commenté Christopher Ortiz, membre du conseil d'administration du groupe - Amérique du Nord, Royaume-Uni et APAC, GFT. UDPN est une épine dorsale de messagerie

sous-effectif sous-tendue par DLT, axé sur l'interopérabilité entre le nombre rapide de différents produits stables réglementés, les dépôts symboliques et les CBDC, et la connectivité transparente entre tout système informatique d'entreprise et les monnaies numériques réglementées. UDPN Boîte à sable numérique tout-en-un : Un bac à sable, conçu pour permettre aux banques commerciales et centrales de se familiariser avec les dernières technologies de la monnaie numérique, de tester des cas d'utilisation intégrés et de développer leurs propres cas d'utilisation personnalisée dans un environnement de contrôle et de sécurité que les banques peuvent contrôler et fournir un accès autorisé à d'autres institutions de leur écosystème. L'UDPN vise à réduire les coûts de paiement et de change tout en accélérant l'adoption des monnaies numériques réglementées. Plus de 130 pays à l'échelle mondiale étudient actuellement, développent ou ont déjà lancé des CBDC. Sur le continent africain, l'Afrique du Sud, le Nigeria, Eswatini et l'Éthiopie ont pris l'initiative.

## Maroc

## Feu vert pour l'entrée en bourse de la CMGP

L'entreprise marocaine, leader du marché de l'irrigation, cherche à diversifier ses sources de financement tout en renforçant sa présence en Afrique. Elle est déjà implantée en Afrique de l'Ouest, avec des bureaux et des filiales au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Mauritanie.

L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) a validé le 21 novembre 2024 l'introduction de la Compagnie marocaine de goutte-à-goutte et de pompage (CMGP) à la Bourse de Casablanca pour un montant global de 1,1 milliard de dirhams (109,3 millions de dollars). L'opération comprend une augmentation de capital de 300 millions de dirhams par l'émission de 1 500 000 actions au prix unitaire de 200 dirhams, soit 100 dirhams de valeur nominale et 100 dirhams de prime d'émission. Elle inclut également la cession de 4 000 000 d'actions existantes au même prix, générant un montant

additionnel de 800 millions de dirhams. La souscription s'ouvre le 2 décembre 2024. Les fonds levés par cette opération serviront à financer l'expansion de l'entreprise et son plan de développement, notamment par des opérations de croissance externe, telles que l'acquisition de 40% du capital d'Agrosem, d'ici 2025 pour un montant de 60 millions de dirhams. Le groupe souhaite également saisir des opportunités d'investissement pour renforcer sa position dans certains segments et en développer de nouveaux, particulièrement dans les phytosanitaires génériques, le traitement des

eaux et le solaire. Au cours des cinq dernières années, il a réalisé quatre opérations de fusion et acquisition pour diversifier son portefeuille et élargir sa présence en Afrique de l'Ouest, apprend-on. L'introduction en bourse de la CMGP intervient dans un contexte où ses performances sont en baisse au premier semestre 2024. Les données internes indiquent une diminution de 9,8% du résultat net par rapport à la même période en 2023, tandis que le résultat d'exploitation a chuté de 100%. Toutefois, le résultat financier a progressé de 33,3%.

Avec Agence Ecofin

mardi 26 novembre 2024

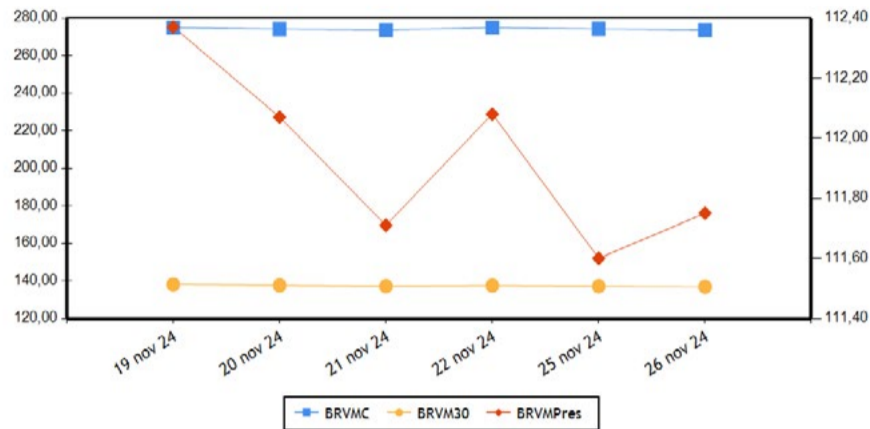
N° 225

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>273,57</b>
Variation Jour	-0,21 % ↓
Variation annuelle	27,75 % ↑

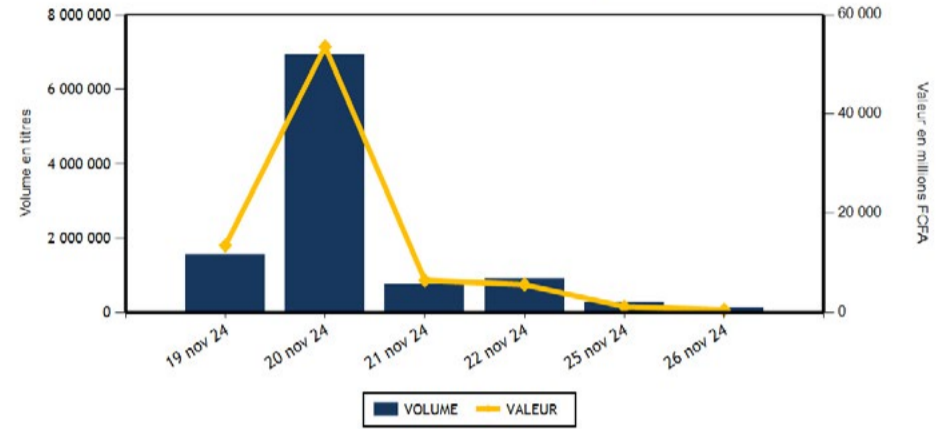
<b>BRVM 30</b>	<b>136,84</b>
Variation Jour	-0,20 % ↓
Variation annuelle	26,88 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>111,75</b>
Variation Jour	0,13 % ↑
Variation annuelle	10,13 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 058 182 164 822	-0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	105 181	-49,51 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	452 501 027	-31,47 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	6	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	20	11,11 %
Nombre de titres inchangés	16	33,33 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	3 700	2,78 %	-30,84 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	19 800	2,59 %	23,36 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 080	1,60 %	-26,32 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 900	1,33 %	42,86 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	8 400	1,14 %	23,53 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,75	0,13 %	10,13 %	21 597	209 076 510	8,61
BRVM-PRINCIPAL	36	138,12	-0,42 %	32,86 %	82 055	238 296 752	13,39

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	125,81	-0,25 %	24,53 %	7 532	23 919 995	18,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	754,46	-0,25 %	41,96 %	14 330	185 159 320	10,16
BRVM - FINANCES	15	99,59	-0,04 %	15,24 %	52 249	179 568 127	6,28
BRVM - TRANSPORT	2	326,19	0,00 %	-1,44 %	3 570	4 652 485	4,22
BRVM - AGRICULTURE	5	190,13	-1,14 %	17,68 %	11 470	29 929 575	13,74
BRVM - DISTRIBUTION	7	334,80	-0,29 %	2,01 %	14 280	24 022 710	42,81
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	672,47	-0,91 %	-39,44 %	221	121 050	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,11
Taux de rendement moyen du marché	8,90
Taux de rentabilité moyen du marché	9,55
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	469 931,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 548 457 096,45

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	7,67
Ratio moyen de satisfaction	6,49
Ratio moyen de tendance	84,69
Ratio moyen de couverture	118,07
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,25
Nombre de SGI participantes	33

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



## États-Unis

## Donald Trump annonce des augmentations de droits de douane

Donald Trump a l'intention d'augmenter dès son arrivée à la Maison-Blanche les droits de douane sur les produits venant de Chine, du Canada et du Mexique.

Donald Trump a confirmé, lundi, que ses premières mesures économiques après son investiture en janvier seraient d'augmenter les droits de douane sur les produits venant de Chine, mais aussi du Canada et du Mexique, décisions qu'il justifie par les crises liées aux opiacés et à l'immigration. «Le 20 janvier, pour l'un de mes nombreux premiers décrets, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25% sur TOUS les produits entrant aux États-Unis», a écrit le président élu dans une publication sur son réseau Truth Social. «Cette taxe restera en vigueur jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de notre pays!», ajouta-t-il.

## Afflux de drogues

Dans un post séparé, il annonce une augmentation des taxes douanières de 10%, qui vient s'ajouter à celles existant déjà et à celles supplémentaires qu'il pourrait décider, sur «tous les nombreux produits arrivant de Chine aux États-Unis». Il explique avoir souvent évoqué le problème de l'afflux de drogues, notamment de fentanyl, un des principaux responsables de la crise des opiacés aux États-Unis, avec des responsables chinois qui lui ont promis de punir sévèrement, «jusqu'à la peine de mort», les «trafiquants». «Mais ils ne sont jamais allés au bout des choses», regrette-t-il. L'augmentation des droits de douane, qu'il a souvent décrit comme son «expression préférée» durant sa campagne, est une des clés de la



future politique économique du président élu, qui n'a pas peur de relancer les guerres commerciales, notamment avec la Chine, commencées lors de son premier mandat.

## Guerres commerciales

L'augmentation des droits de douane, qu'il a souvent décrit comme son «expression préférée» durant sa campagne, est une des clés de la future politique économique du président élu, qui n'a pas peur de relancer les guerres commerciales, notamment avec la Chine, commencées lors de son premier mandat. À l'époque, il avait justifié cette politique par le déficit commercial entre les deux pays et des pratiques commerciales chinoises qu'il estimait déloyales, accusant aussi Pékin de vol de propriété intellectuelle. La Chine avait répliqué par des droits de douane aux conséquences néfastes pour les agriculteurs américains notamment. L'administration de Joe Biden avait maintenu certains droits de douane sur les produits chinois et en avait imposé de nouveaux en ciblant certains produits.

## Avertissement

Dans la soirée, le gouvernement de Justin Trudeau a estimé que la relation entre les deux pays était «équilibrée et mutuellement bénéfique, surtout pour les travailleurs

américains». Avant de rappeler en guise d'avertissement que le Canada était «essentiel pour l'approvisionnement énergétique» des États-Unis. Dans le pays, où 75% des exportations partent pour les États-Unis, la nouvelle a fait l'effet d'une onde de choc. Le premier ministre québécois, François Legault, a estimé que cette annonce représentait «un risque énorme» pour l'économie canadienne. Son homologue de la Colombie-Britannique, David Eby, a estimé qu'«Ottawa devait répondre avec fermeté». Le Mexique «n'a aucun motif de préoccupation», avait tenté de rassurer la présidente Claudia Sheinbaum au lendemain du scrutin américain. Les trois pays sont liés depuis trente ans par un accord de libre-échange, renégocié sous la pression de Donald Trump lors de son premier mandat. Concernant la Chine, Donald Trump a promis des droits de douane pouvant aller jusqu'à 60% pour certains produits, voire 200% sur les importations de véhicules assemblés au Mexique. Il souhaite aussi réintroduire des droits de douane de 10 à 20% sur l'ensemble des produits entrant aux États-Unis et l'Union européenne s'est d'ores et déjà dite «prête à réagir» en cas de nouvelles tensions commerciales. Les économistes alertent sur le potentiel inflationniste d'une telle hausse des droits de douane.

(afp)

## Industrie lourde

## ArcelorMittal retarde sa décarbonation dans le Nord

La décarbonation du site d'ArcelorMittal prendra plus de temps que prévu. Le ministre délégué de l'industrie a indiqué que le sidérurgiste reportait son investissement qui était prévu pour la fin d'année. La CGT redoute que ce retard entraîne la fermeture de l'usine.

Le sidérurgiste ArcelorMittal a décidé de retarder son projet massif d'acier décarboné sur son site de Dunkerque (Nord), a indiqué samedi le ministre délégué chargé de l'Industrie. «La sidérurgie européenne est actuellement en crise, avec un niveau de demande et de prix de l'acier

atteignant un bas historique. Ce contexte explique la décision d'ArcelorMittal de reporter son investissement dans la décarbonation du site de Dunkerque, qui ne tourne actuellement pas à pleine capacité», a affirmé Marc Ferracci, dans une déclaration transmise à l'AFP. Selon le journal L'Usine Nouvelle

qui a révélé l'information samedi, «le groupe demande désormais des mesures de protection de l'acier européen de la part de la Commission européenne avant d'engager tout investissement de ce type en Europe». Contacté par l'AFP, ArcelorMittal n'a pas réagi dans l'immédiat.

Avec latribune.fr

## Budget

## Le Sénat épargne aux entreprises un milliard d'euros de cotisations patronales

La Chambre haute a approuvé mardi une mesure de réduction des allègements de cotisations patronales, qui devrait permettre de dégager trois milliards d'euros au détriment des employeurs, soit un milliard de moins qu'envisagé par le gouvernement dans son projet de budget de la Sécurité sociale.

Dominé par la droite et les centristes, le Sénat a été plus indulgent mardi envers les employeurs que ce que prévoyait initialement le gouvernement. Néanmoins, il n'a pas supprimé la mesure de réduction des allègements de cotisations patronales comme le demandait des élus Renaissance. La Chambre haute, après des heures de débat, a adopté un dispositif intermédiaire par rapport à la proposition du gouvernement, qui visait initialement une rentrée de quatre milliards d'euros pour financer la Sécu. Il devrait dégager trois milliards d'euros au détriment du patronat. La mesure, déjà adoptée ces derniers jours en commission, entend «préserver l'emploi» pour les salaires autour du Smic, pour lesquels les allègements de cotisations patronales resteraient inchangés. Et propose en contrepartie un effort supérieur sur les plus hauts salaires, tout particulièrement sur l'année 2026. Pour les salaires situés entre 1 et 1,3 Smic, le gouvernement souhaitait initialement remonter les cotisations patronales, de deux points de pourcentage en 2025 et de deux autres points en 2026. Mais la mesure - susceptible de détruire «des centaines



de milliers d'emplois» selon le Medef et 50.000 selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - a suscité une levée de boucliers au sein même du camp gouvernemental. Le dispositif avait d'ailleurs été supprimé à l'Assemblée nationale, mais les débats n'avaient pas pu aller à leur terme avant la transmission du texte au Sénat. La ministre du Travail Astrid Panosyan-Bouvet a jugé «extrêmement intéressante» la proposition de la majorité sénatoriale pour 2025, estimant qu'elle permettrait de «limiter les effets de bord voire les neutraliser en ce qui concerne les bas salaires». Elle a néanmoins été défavorable à la proposition du Sénat pour l'année 2026, jugeant l'effort trop brutal pour les entreprises.

## Une commission mixte paritaire tranchera

Les modalités définitives de cette mesure inflammable dépendront des discussions à venir lors d'une commission mixte paritaire réunissant députés et sénateurs, prévue le 27 novembre selon plusieurs sources parlementaires, pour aboutir à un compromis. Ces échanges s'annoncent très incertains, en raison du bras de fer engagé par les députés Renaissance avec le gouvernement de Michel Barnier. Le gouvernement a déjà lâché du lest ces derniers jours en se disant prêt à diviser par deux les efforts demandés aux entreprises, mais il n'a pas proposé de mesure en ce sens lors des débats au Sénat, qui n'est pas allé aussi loin. «Il faut casser la dynamique» d'augmentation des allègements de charge, qui tutoient aujourd'hui les 80 milliards d'euros, a insisté la rapporteure générale centriste Elisabeth Doineau. «On ne peut pas continuer comme ça.»

(Avec AFP)

## Nvidia

## Jensen Huang ne s'inquiète pas du retour de Donald Trump

Rien n'arrêtera la course à l'intelligence artificielle, a estimé le dirigeant du fabricant de processeurs interrogé sur le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

Même pas peur. L'emblématique PDG de Nvidia, Jensen Huang, s'est voulu rassurant lors d'un déplacement samedi à Hong Kong pour recevoir un doctorat honorifique en ingénierie. Il a affirmé que son entreprise trouverait un équilibre entre conformité légale et avancées technologiques sous la future administration Trump, et que peu importe ce qui adviendrait, rien n'arrêterait l'avancée mondiale de l'intelligence artificielle (IA). Le champion américain des processeurs indispensables à l'IA a de nouveau largement dépassé les attentes pour son troisième trimestre décalé, en publiant cette semaine un bénéfice net à 19,3 milliards de dollars. Le retard pris dans la fabrication de la prochaine génération de



processeurs de l'entreprise, Blackwell, n'a pas ébranlé la confiance des investisseurs.

## Le retour de Donald Trump pourrait même s'avérer positif pour Nvidia

On aurait pu s'attendre à ce que le retour de l'ex président perturbe quelque peu les affaires de Nvidia. Lors de son premier passage à la Maison-Blanche, Trump avait fixé de lourdes restrictions sur les ventes de technolo-

gies américaines à la Chine. Ces restrictions ont contraint Nvidia, premier fabricant mondial de puces utilisées dans les applications d'intelligence artificielle, à modifier sa gamme de produits en Chine. Et pour son second mandat, Donald Trump s'est engagé à encore serrer la vis face à Pékin, dont il dénonce les politiques commerciales. Mais Huang ne semble pas craindre cette perspective. «Quoi qu'il arrive, nous équilibrerons simultanément le respect des lois et des politiques, nous continuerons à faire progresser notre technologie, et nous soutiendrons et servirons nos clients dans le monde entier», a déclaré à la presse l'homme d'affaires américano-taïwanais.

Avec latribune.fr



Alimentation**La Commission du Codex Alimentarius FAO-OMS adopte de nouvelles normes**

L'organisme des Nations Unies chargé des normes alimentaires, la Commission du Codex Alimentarius, se réunit du 25 au 30 novembre 2024 pour adopter des normes de sécurité et de qualité des aliments.

Chargée de protéger la santé des consommateurs et de faciliter les pratiques équitables dans le commerce des aliments, la Commission du Codex Alimentarius est une initiative conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). De brèves descriptions de certaines des normes adoptées lors de la 47<sup>e</sup> session de la Commission seront publiées ci-dessous au fur et à mesure de leur approbation. La CAC a accepté d'inclure l'huile d'avocat dans la Norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique (CXS 210-1999), établissant ainsi des critères scientifiques de qualité et de pureté ainsi que des critères de sécurité alimentaire pour ce produit de plus en plus commercialisé. Bien qu'elle soit consommée dans certaines régions depuis des

millénaires, la croissance récente de la demande de produits alimentaires plus sains à l'échelle mondiale a vu se développer un marché à forte valeur ajoutée pour l'huile d'avocat. Un accord international sur les critères inclus dans la norme contribuera à protéger la santé des consommateurs, facilitera le commerce et fournira une base pour déterminer l'authenticité du produit. Dans le document de discussion pertinent examiné par le Comité du Codex sur les graisses et les huiles, il est reconnu que les huiles d'avocat sont une source naturelle de vitamine E et d'autres composés bioactifs. Les huiles sont généralement pressées à froid et filtrées, et donnent des huiles naturellement exemptes d'acides gras trans.

**Mesures de contrôle de l'hygiène alimentaire sur les marchés traditionnels des aliments**



Ces lignes directrices ont été élaborées et adoptées en un temps record, les nouveaux travaux ayant été approuvés à la CAC46 et adoptés un an plus tard à la CAC47. Elles visent à fournir des orientations pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de réglementations afin de garantir que les marchés traditionnels des aliments soient conçus et gérés efficacement pour promouvoir la sécurité alimentaire. Elles aideront toutes les parties prenantes à relever les défis spécifiques en matière de sécurité alimentaire qui existent sur les marchés traditionnels des

aliments. L'importance et la pertinence de ces lignes directrices se reflètent dans le rôle clé des marchés traditionnels des aliments dans la vie des populations à l'échelle mondiale : on estime que plus de 70 % des consommateurs des régions africaines et asiatiques s'approvisionnent en aliments destinés à la consommation des ménages sur ces marchés, alors que ces mêmes régions connaissent des taux très élevés de maladies d'origine alimentaire. Ces lignes directrices ont donc un potentiel important pour améliorer les résultats mon-

diaux en matière de sécurité alimentaire.

**Code d'usages pour la prévention et la réduction de l'intoxication ciguatérique**

L'intoxication ciguatérique est une maladie d'origine alimentaire résultant de la consommation d'organismes marins, principalement de poissons et de crustacés, contaminés par des ciguatoxines. Les ciguatoxines sont produites par des organismes marins et passent le long de la chaîne alimentaire

lorsqu'elles sont consommées par de petits poissons herbivores, qui sont ensuite consommés par des poissons de consommation, dans lesquels elles s'accumulent. Ces toxines sont inoffensives pour les poissons et ne peuvent être détectées qu'après analyse des toxines, car elles n'affectent pas le comportement, le goût, l'odeur ou la texture des organismes contaminés. Ce nouveau Code d'usages fournit des orientations aux différents types de parties prenantes sur les pratiques recommandées pour prévenir ou éviter l'intoxication ciguatérique, notamment les autorités gouvernementales, les exploitants du secteur de la pêche (pêcheurs, transformateurs de fruits de mer et travailleurs de la vente au détail de fruits de mer), les professionnels de la santé et les consommateurs.

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Il serait opportun de vous attaquer aujourd'hui à vos problèmes d'argent. Mettez de l'ordre dans vos finances, établissez un budget sévère, payez vos factures, vos impôts. Sinon, vous recevrez une tuile sur la tête !

**Taureau** Excellentes perspectives matérielles ! Vous aurez de grandes chances de faire fructifier vos ressources et de réaliser des placements juteux, et cela malgré les fluctuations boursières.

**Gémeaux** Evitez les dépenses inutiles. N'ouvrez pas facilement votre bourse et n'achetez que ce qui est indispensable. Résistez à l'envie de toujours faire de nouvelles acquisitions matérielles. "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire" (B. Franklin).

**Cancer** Votre situation financière devrait commencer à s'améliorer, et vous aurez en même temps beaucoup de mal à résister aux tentations ruineuses. Cependant, vous serez maintenant plus enclin aux efforts d'économie et d'épargne.

**Lion** Côté argent, vous devrez éviter de faire des folies, et vous méfier des envies qui vous passeront par la tête. Si vous restez raisonnable, votre équilibre budgétaire sera solide. Les natifs qui économiseront pourront bientôt s'offrir un bel objet auquel ils rêvent depuis longtemps.

**Vierge** Profitez de cette journée sans histoire pour revoir vos placements et vos investissements : vous trouverez de bonnes solutions. D'autre part, vous devriez profiter de la présente configuration de Jupiter pour ouvrir un compte épargne, et pourquoi pas, pour lancer un compte épargne action : cela vous aidera à économiser chaque mois un peu d'argent et, lentement mais sûrement, à vous constituer un capital.

**Balance** Cet aspect de Jupiter indique qu'il n'existe aucune perspective pour que vous puissiez bénéficier d'une rentrée d'argent inattendue. Ne rêvez donc pas et ne vous livrez pas aux jeux de hasard. Pensez à faire des économies.

**Scorpion** Le moment est opportun pour établir un vaste programme d'économies. Maintenant que vous êtes libéré de l'influence néfaste d'Uranus mal aspecté, vous pourrez beaucoup plus facilement renoncer aux dépenses inutiles. Résultat : les fins de mois ne risqueront plus de tourner au cauchemar.

**Sagittaire** Très bonne journée pour envisager de nouveaux modes de placements ou réfléchir au meilleur moyen de régler une affaire litigieuse. Vous réussirez à équilibrer votre budget ou à rétablir une situation financière précaire.

**Capricorne** Les rentrées d'argent seront bonnes et même très bonnes, mais les dépenses auront tendance à grandir. Vous mènerez à bien des transactions importantes ou des négociations dont vous attendez beaucoup. Mettez de l'ordre dans vos finances et soyez plus circonspect dans vos placements.

**Verseau** L'influence de Mercure dans le secteur finances devrait vous aider à améliorer votre situation financière. Uranus et Neptune seront eux aussi assez positifs. Mais vous devrez quand même veiller à ne pas prendre de décisions trop rapides et à bien vérifier les contrats que vous allez signer.

**Poisson** Jupiter, planète favorisant la richesse, jouera un rôle protecteur en matière financière. La majorité d'entre vous n'auront aucun mal à gérer leur budget. Reste qu'il faudra vous méfier de Mars. Cette planète pourra vous rendre un peu trop dépensier. Vous pourriez momentanément être d'humeur à céder à des caprices plutôt onéreux.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

**Administrateur Délégué**

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

**Directeur de Publication**

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

**Rédacteur en Chef**

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

**Rédacteurs**

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

**Directeur Commercial**

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

# TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
**» Couverture médiatique**
- 
**» Insertion publicitaire**
- 
**» Publi-reportage ...**

**Accédez à notre Site Web et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!**

*... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...*

Promotion littéraire

« Au-delà de l'espoir » d'Afiwoa Koudri à l'honneur

Dans le cadre de l'initiative Le livre du mois, le ministère de la Communication, des Médias et de la Culture, à travers la direction des bibliothèques et de la promotion littéraire (DBPL), met en avant l'œuvre Au-delà de l'espoir de l'écrivaine togolaise Afiwoa Koudri pour novembre 2024. Ce roman explore des thématiques majeures comme l'éducation des femmes, la résilience de la femme africaine, ainsi que l'entraide et la solidarité.

**Communique**

Dans le cadre des activités de promotion de la littérature togolaise, le ministère de la Communication, des Médias et de la Culture, à travers la direction des bibliothèques et de la promotion littéraire (DBPL), met en œuvre une action de promotion de la littérature togolaise dénommée **Le livre du mois**.

Aussi invite-t-il le public à se procurer et à lire, au titre de ce mois de novembre 2024, le roman intitulé **Au-delà de l'espoir** de l'écrivaine togolaise Afiwoa KOU DRI.

Cet ouvrage aborde des thèmes tels que : l'éducation de la femme; le courage et la résilience de la femme africaine; l'entraide et la solidarité.

L'ouvrage fera l'objet d'un café littéraire le **jeudi 28 novembre 2024, de 18 heures 30 à 20 heures 30 minutes, dans les locaux de la direction de la bibliothèque et des archives nationales (DBAN) sise au quartier administratif, non loin du ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale et de celui des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur.**

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez contacter le **+228 22 22 86 83** ou le **+228 90 19 78 67**.

Fait à Lomé, le 26 novembre 2024

**Yawa KOUIGAN**  
Ministre de la communication, des médias et de la culture

Real Madrid

Arda Güler met Carlo Ancelotti dans l'embarras

Le milieu de terrain offensif turc de 19 ans a rendu une très belle copie face à Leganés.

C'était la surprise du chef hier soir, dans les heures qui ont précédé le derby entre Leganés et le Real Madrid. Si le positionnement de Kylian Mbappé sur le flanc gauche de l'attaque a sans surprise enflammé les émissions de débrief et de débat avant et après le duel, la présence d'Arda Güler a aussi créé une petite onde de choc. Il faut dire que c'était sa première titularisation depuis le 14 septembre et ce match contre la Real Sociedad... Depuis, et même si les fans merengues ont réclamé plus de temps de jeu pour le petit prodige turc, Carlo Ancelotti l'a très peu fait jouer,

le condamnant à avoir un rôle assez anecdotique dans l'équipe. Depuis le début du mois d'octobre, il n'avait joué que 50 minutes sous la tunique merengue, profitant uniquement des trêves internationales avec la Turquie pour pouvoir profiter du rectangle vert. Une situation difficile et difficilement compréhensible ; encore plus quand on voit ce qu'il est capable d'apporter aux Merengues...

Une masterclass

Contre Leganés, l'ancien du Fener a pu montrer toute l'étendue de son talent. Inspiré et entreprenant avec le ballon, on l'a vu éliminer des

adversaires avec de superbes gestes techniques, et les chiffres confirment sa belle prestation. A l'aise sur le côté droit, il a créé du danger en permanence, étant le joueur qui a le plus tiré en direction des cages du portier rival (5 fois), a été celui qui a tenté le plus de centres (4), le deuxième meilleur dribbleur derrière Vinicius (4) et a réussi 23 passes dans le dernier tiers du terrain. Clairement, il a démontré avoir le niveau pour avoir un rôle important dans ce Real Madrid. De quoi mettre Carlo Ancelotti en difficulté, puisque les places de titulaire sont chères, tant dans l'entrejeu qu'aux postes plus avancés.

Avec [footmercato.net](http://footmercato.net)

Togo

Les femmes fonctionnaires du Ministère du Tourisme outillées sur le leadership féminin

La Cellule Focale Genre du ministère du Tourisme a organisé mardi 26 novembre 2024 à Lomé, un atelier visant à renforcer les capacités des femmes fonctionnaires du ministère sur le thème du leadership féminin. Cet atelier fait suite à une série d'initiatives prises par le gouvernement togolais pour promouvoir l'égalité des chances entre les sexes et encourager l'inclusion des femmes dans des postes de leadership, tant dans le secteur public que privé.

Kpaye Koffi Bakayota, Directeur de Cabinet du ministère du Tourisme, a ouvert l'atelier en rappelant l'importance croissante du leadership féminin dans un contexte mondial qui valorise la justice sociale et l'égalité des chances. Il a souligné que le leadership ne se limite pas à des questions de genre, mais représente la capacité à influencer et à guider un groupe vers un objectif commun. Selon lui, le Togo, conscient des enjeux liés à la parité, a placé le leadership féminin au cœur de sa stratégie de développement à travers la Politique Nationale pour l'Équité et l'Égalité du Genre (PNEEG). Dans cette optique, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour promouvoir l'accès des femmes aux postes de décision et renforcer leur participation dans des secteurs sous-représentés. Parmi ces initiatives, on retrouve l'amélioration de l'accès à l'éducation, notamment dans les domaines des sciences, des technologies et de la culture numérique, ainsi que la mise en œuvre de projets visant à encourager l'excellence académique et le leadership des filles togolaises.



De plus, 25% des marchés publics sont désormais attribués aux jeunes et femmes entrepreneurs, une autre preuve de l'engagement du gouvernement envers l'autonomisation des femmes. Cependant, bien que des progrès aient été réalisés, Kpaye Koffi Bakayota a rappelé que des défis demeurent. Les femmes continuent de faire face à des obstacles liés à l'accès à l'éducation, à l'information et aux finances, ce qui limite leur représentativité dans les sphères décisionnelles. Il a donc encouragé la mise en œuvre de nouvelles actions pour renforcer la position des femmes dans la société togolaise. De son côté, Ayim Djagbare Philomène, présidente de la Cellule Focale Genre du Ministère du Tourisme, a souligné que cet atelier visait à aider les femmes fonctionnaires à mieux comprendre les caractéristiques du leadership féminin et à dévelop-

per leurs compétences pour influencer positivement leurs services et, à terme, les processus décisionnels au sein du ministère. Elle a également insisté sur l'importance de l'inclusion des femmes dans le processus de développement économique et social du pays. Cet atelier de renforcement des capacités constitue une étape importante dans l'engagement du Togo à promouvoir l'égalité des genres, à encourager le leadership féminin et à faire en sorte que les femmes aient une place de choix dans la construction d'un avenir plus équitable et prospère. Ledit atelier est la deuxième phase après la 1ère phase organisée en mars dernier à l'endroit des femmes entrepreneurs culturels et du secteur du tourisme en rédaction du plan d'affaires.

Avec [actubilan.tg](http://actubilan.tg)

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Budget		Dette Librée		Budget		Dette Librée	
2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
5,0	4,0	2,2	2,2	5,0	4,0	2,2	2,2
Source : Compta 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.							
Produits d'exportation				Produits d'importation			
2,0 Mds USD de produits exportés en 2020				2,2 Mds USD de produits importés en 2020			
Articles de transport ou d'équipement, en particulier aéronautiques, automobiles, camionnettes, capotées et autres véhicules de transport, en particulier automobiles				Énergie électrique			
5,0				5,2			
Produits de base et produits agricoles				Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002)			
2,2				2,2			
Céréales hydro-alcooliques, v.v. les céréales non alcoolisées, vins, cidres, autres boissons alcoolisées				Véhicules de tourisme et autres véhicules			
2,2				2,9			
Produits de base et produits agricoles				Produits de l'industrie, sans ferrous			
2,2				2,4			
Produits de base et produits agricoles				Produits de l'industrie, sans ferrous			
2,2				2,2			
Produits de base et produits agricoles				Produits de l'industrie, sans ferrous			
2,2				2,2			
Produits de base et produits agricoles				Produits de l'industrie, sans ferrous			
2,2				2,2			
Produits de base et produits agricoles				Produits de l'industrie, sans ferrous			
2,2				2,2			

# RACINES FORT 7.5%



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION

600\*  
FCFA

BOUTEILLE

50cl



BB LIGNE S.A.  
LE LABEL QUALITE

www.bbline.com



\*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀